

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 janvier 2024
(Convocation du 10 janvier 2024)

Aujourd'hui, le 17 janvier 2024 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Commande publique - Biodiversité - Biodiversité - Accord cadre relatif au "Marché d'insertion par le suivi et l'entretien léger des seuils de l'Institution Adour et de leurs équipements sur le gave de Pau et l'Ouzom 2024-2026"

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la gestion de ses seuils et de leurs équipements sur le gave de Pau, l'Institution Adour a mis en place un programme d'entretien pour la période 2024-2026. Ce programme doit répondre aux objectifs suivants : le maintien de l'accès aux passes à poissons, le maintien du bon fonctionnement des passes à poissons, le maintien des équipements de contournement des seuils pour les embarcations et le maintien de la visibilité des panneaux de signalisation à destination des embarcations.

À cet effet, l'Institution Adour cherche un prestataire pour mener les missions concourant à l'atteinte des objectifs de ce programme.

L'Institution Adour souhaite faire réaliser ces missions dans le cadre d'un marché d'insertion sociale et professionnelle des personnes durablement exclues du marché du travail ou qui rencontrent des difficultés d'accès ou de maintien dans l'emploi.

La technique d'achat choisi est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande tel que défini à l'article R.2162-2 du code de la commande publique.

À l'issue de la consultation qui a eu lieu entre le 29 novembre 2023 et le 30 décembre 2023, une seule offre a été remise (Béarn Solidarité). Cette offre unique a fait l'objet d'une analyse par les services de l'Institution Adour ; l'analyse confirme qu'elle répond aux critères technique et financier de la consultation.

Sur la base de cette analyse, il est proposé d'attribuer cet accord cadre à Béarn Solidarité pour un montant de 63 000 € HT (soit 63 000 € TTC car le titulaire n'est pas éligible à la TVA).

Vu le code de la commande publique,

Considérant la consultation des entreprises menée du 29 novembre 2023 au 30 décembre 2023,

Considérant l'analyse de l'unique offre reçue établie en date du 9 janvier 2024,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'attribuer l'accord cadre relatif au « Marché d'insertion par le suivi et l'entretien léger des seuils de l'Institution Adour et de leurs équipements sur le gave de Pau et l'Ouzom 2024-2026 » à Béarn Solidarité, pour un montant total de 63 000 € HT (soit 63 000 € TTC non éligible à la TVA),
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 23/01/2024

Reçu en préfecture le 23/01/2024

Publié le 24/01/2024

ID : 040-254002264-20240117-240117H1991H1-DE



Fait et délibéré le 17 janvier 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.